IESF
SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS ET SCIENTIFIQUES DE FRANCE

La (non?) politique nucléaire européenne

Thierry CAILLON

Sfen Rhône Ain-Loire

SOMMAIRE

01 – La génèse de la politique nucléaire européenne en 1957

02 – Les raisons de son échec, à partir des années 80, et ses conséquences

03 – Le European Green Deal* en 2019 *(*Pacte vert pour l'Europe)*

04 – Le Fit for 55* en 2021 *(*Ajustement à l'objectif 55)*

05 – L'amorce d'un renouveau en 2022 ?

Sfen Rhône Ain-Loire

01

1957 : LA GÉNÈSE DE LA POLITIQUE NUCLÉAIRE EUROPÉENNE

1. De grandes ambitions…
2. Construites sur des bases fragiles…
3. Contrariées, et revues à la baisse…

1.1 DE GRANDES AMBITIONS…

TRAITÉ
instituant la
Communauté Européenne
de l'Énergie Atomique
(EURATOM)
et documents annexes

25 mars 1957 : le traité de Rome : les 6 pays de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) signent le traité instituant le Marché Commun…

…et aussi un second traité, instituant la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (CEEA dit Euratom).

La création d'Euratom fait suite à la nécessité de l'indépendance énergétique des États fondateurs qui par ailleurs ne pouvaient seuls investir dans l'énergie nucléaire.

Parallèlement à cette nécessité de garantir l'approvisionnement énergétique, le traité garantit un niveau élevé de sécurité pour les populations, et prohibe l'utilisation militaire du nucléaire.

L'objectif principal du Traité Euratom était de :

- ✓ créer "les conditions de développement d'une puissante industrie nucléaire"
- ✓ capable de "garantir l'indépendance énergétique" des 6 pays de la CE.

1.1 DE GRANDES AMBITIONS…

Le traité Euratom prévoit 8 conditions pour exercer sa mission, dont :

- ✓ développer la recherche et assurer la diffusion des connaissances techniques
- ✓ faciliter les investissements, et assurer la réalisation des installations fondamentales nécessaires au développement de l'énergie nucléaire dans la Communauté
- ✓ par les contrôles appropriés, garantir que les matières nucléaires ne sont pas détournées à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées
- ✓ instituer avec les autres pays et avec les organisations internationales toutes liaisons susceptibles de promouvoir le progrès dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire
- ✓ établir des normes de sécurité uniformes pour la protection sanitaire de la population et des travailleurs, et veiller à leur application
- ✓ veiller à l'approvisionnement régulier et équitable de tous les utilisateurs de la Communauté en minerais et combustibles nucléaires

1.2 CONSTRUITES SUR DES BASES FRAGILES…

L'accord de principe pour la création de la CEEA masquait des difficultés relatives à l'aspect militaire du nucléaire, bien présent juste après la fin de la 2ème guerre mondiale.

Parmi les 6, seule la France disposait d'un embryon d'industrie nucléaire. Le budget qu'elle consacrait au nucléaire était supérieur à ceux réunis de ses 5 partenaires. Son objectif, dans le cadre du 1er plan quinquennal de 1952, était de réaliser une percée dans le développement du nucléaire civil, tout en gardant ouverte l'option militaire.

La France était consciente que le développement de l'énergie nucléaire dépassait ses capacités, et nécessitait la mise en commun des ressources avec d'autres pays européens.

Dans cette optique, au sein de la CEEA, l'avance technologique de la France devait équilibrer la puissance industrielle allemande.

Même cette apparente complémentarité fut en fait source de dissensions ;

l'industrie allemande estimant être suffisamment puissante (notamment dans les domaines chimique et électronique) pour pouvoir rattraper seule son retard dans le domaine nucléaire.

1.3 CONTRARIÉES ET REVUES À LA BAISSE…

Du fait de la faiblesse des investissements financiers des États membres pour les projets promus par la CEEA, Euratom n'a jamais décollé à la hauteur de ses ambitions initiales

Euratom a aussi limité ses ambitions en raison du caractère sensible du sujet de l'atome au sein des Etats de l'Union Européenne (passée de 6 en 1957 à 27 par la suite)

Les principales réalisations d'Euratom se « limitent » à la construction de :

- 1 centre commun de recherche (CCR, ou JRC) : réparti sur 6 sites (Bruxelles, Geel, Karlsruhe, Ispra, Petten, Séville) implantés dans 5 pays différents (Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas et Espagne)
- 5 centrales nucléaires de Gen II : en France (Chooz), en Allemagne (Juliers), en Italie (Garigliano, Latina et Trino), associant différents pays membres
- L'ingénierie d'un réacteur de Gen III : l'EPR (pour European Pressurized Reactor), associant intialement l'Allemagne (Siemens) et la France (Framatome)… renommé Evolutionary Power Reactor
- 1 prototype de réacteur de Gen IV à neutrons rapide : en France (Superphénix), associant la France, l'Allemagne et l'Italie
- 1 projet de recherche sur la fusion nucléaire : en France (Iter), associant les 27 pays de l'UE, la Chine, la Russie, les États-Unis, l'Inde, le Japon et la Corée.

Sfen Rhône Ain-Loire

02

1986 : EURATOM, CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE

1. Les raisons de l'échec d'Euratom
2. Les conséquences de cet échec

2.1 LES RAISONS DE L'ÉCHEC D'EURATOM

- Les positions des différents états qui ont évolué dans le temps, surtout après l'accident de Tchernobyl en 1986, notamment au sein des 6 membres fondateurs (Luxembourg, Allemagne, Belgique, Italie, France, Pays-Bas)
- L'élargissement de l'UE, passant de 6 à 27, rendant encore plus difficile une vision commune
- Les situations énergétiques et politiques des différents pays qui n'ont rien en commun, y compris et leurs stratégies de transition
- Des postes importants au sein de la CE qui sont occupé par des anti-nucléaires, alors que ce n'est pas la position majoritaire des 27 Etats membres

Par conséquent, quand il s'agit de tenter de définir un dénominateur commun, cela devient quasi impossible :

Les considérations de politique intérieure et les positions idéologiques prennent systématiquement le pas…

…Laissant de coté les rapports scientifiques et les retours d'expérience des situations existantes au sein des différents états membres.

2.1 LES RAISONS DE L'ÉCHEC D'EURATOM

Les positions des différents états qui ont évolué dans le temps, notamment au sein des 6 membres fondateurs :

France : a construit 68 réacteurs, 1 en construction, en a fermé 12 (9 UNGG, 1 RNR, 2 REP), prévoyait d'en fermer 12 autres d'içi 2035, sans engager le remplacement de son parc. Revirement en 2022, avec 14 nvx réacteurs, des SMR, et prolongation parc à 60 ans

Allemagne : a construit 32 réacteurs (yc ex RDA), sortie du nucléaire décidée en 2011 (effective à 100% fin 2022…repoussé à 2023…), position historiquement fortement anti-nucléaire… avec revirement en 2022

Belgique : a construit 7 réacteurs, sortie du nucléaire envisagée en 2003, décidée en 2020, effective à 100% en 2025, position anti-nucléaire récente… avec revirement en 2022

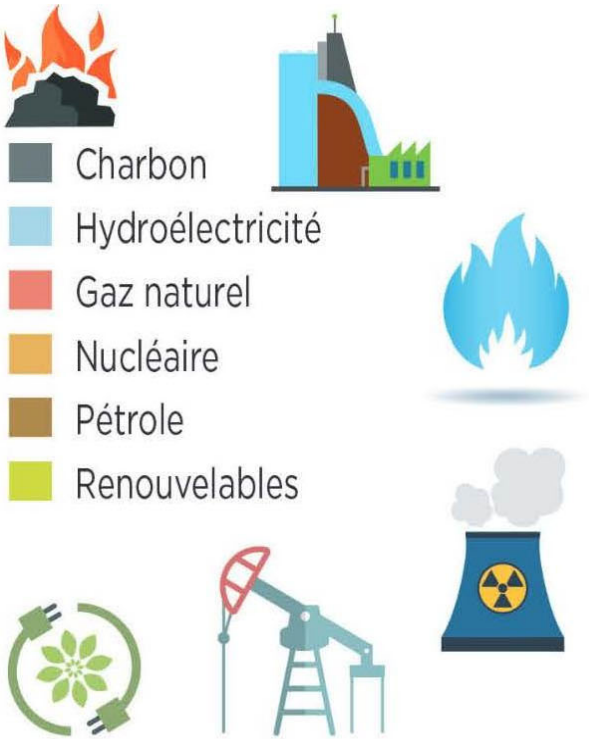
Italie : a construit 4 centrales, les a fermé suite référendum… mais se repose la question de nouveaux projets en 2021

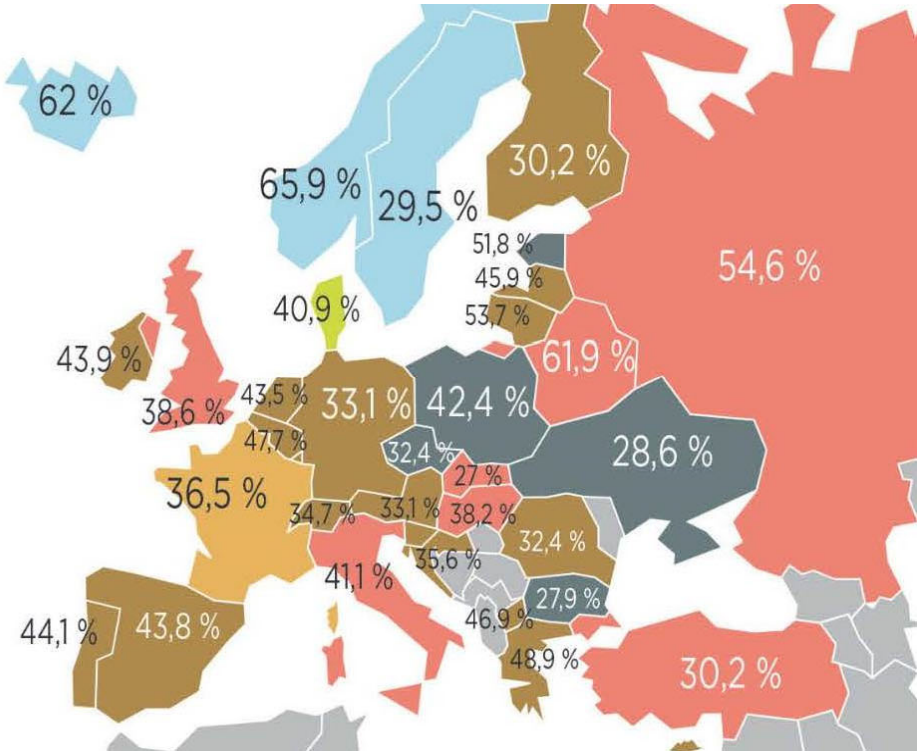
Pays-Bas : a construit 2 réacteurs, en a fermé 1 … mais a décidé en 2021 d'en construire 2 autres

Luxembourg : n'a jamais contruit de centrale, position historiquement fortement anti-nucléaire

2.1 LES RAISONS DE L'ÉCHEC D'EURATOM

Les situations énergétiques et politiques des différents pays qui n'ont rien en commun, y compris leurs stratégies de transition :





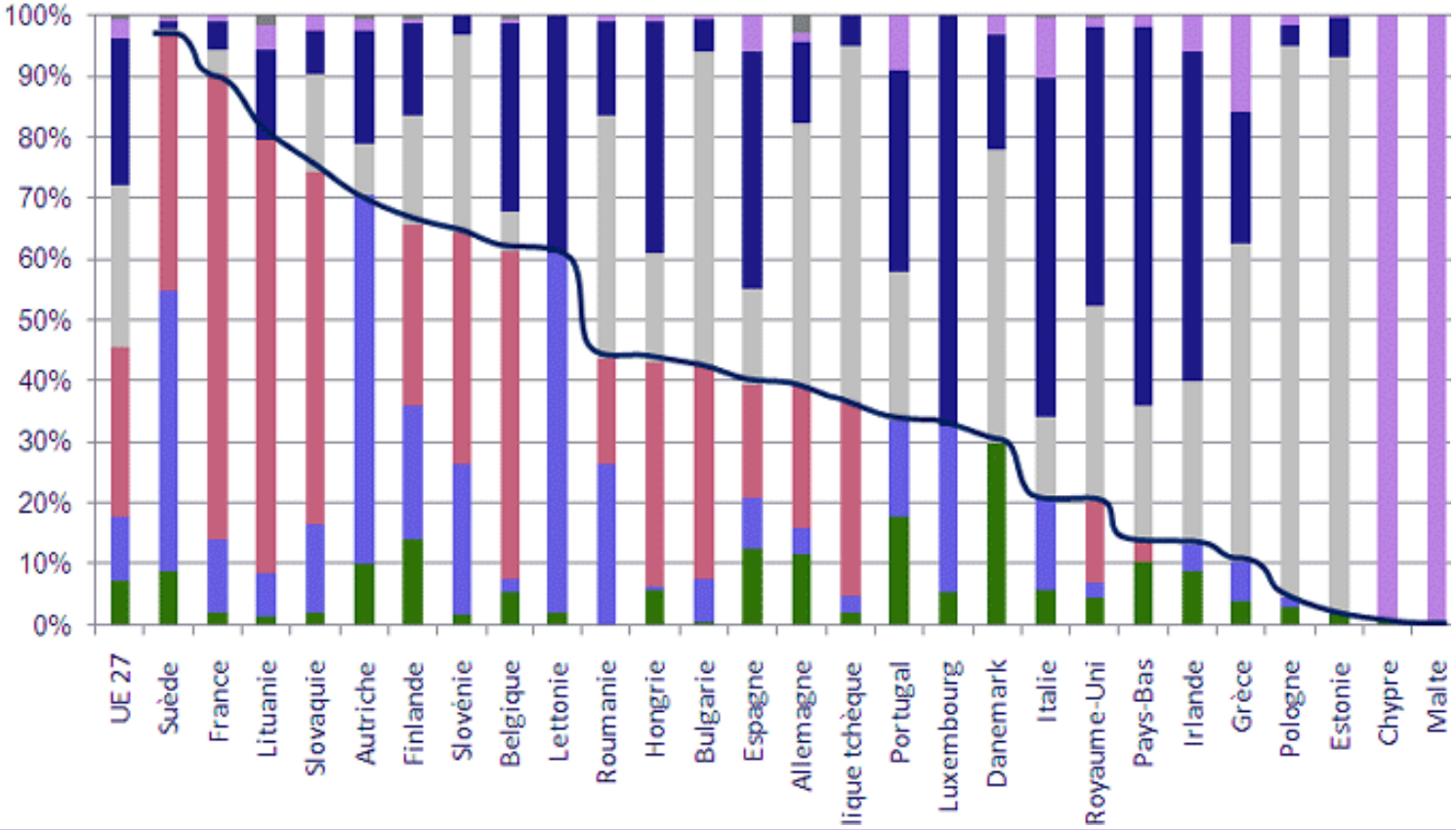
Source d'énergie la plus utilisée par pays en Europe

En % de la consommation totale convertie en Exajoules

Source :
BP Statistical Review of World Energy, 2021

2.1 LES RAISONS DE L'ÉCHEC D'EURATOM

Les situations énergétiques et politiques des différents pays qui n'ont rien en commun, y compris leurs stratégies de transition :



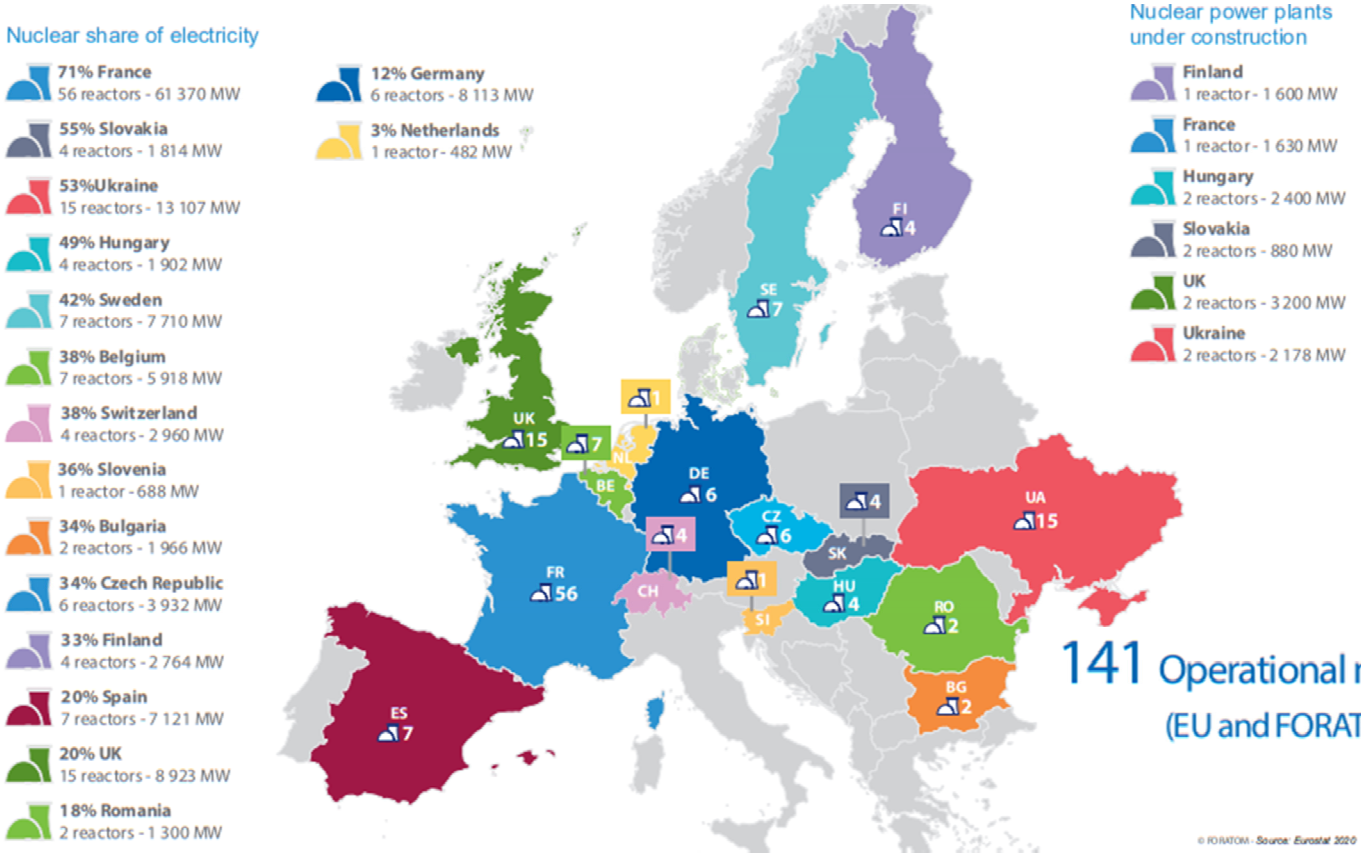
Mix de production électrique en Europe

Charbon Gaz Fioul Autres thermiques
ENR Hydraulique Nucléaire

Source :
Observatoire de l'industrie électrique

2.1 LES RAISONS DE L'ÉCHEC D'EURATOM

Les situations énergétiques et politiques des différents pays qui n'ont rien en commun, y compris leurs stratégies de transition :



Dans l'UE, au 31/12/2021 :

- **107 réacteurs** dans 13 pays
- **25% de l'électricité**
- **49% de l'électricité bas carbone**

2.1 Les raisons de l'échec d'Euratom

Des postes importants au sein de la CE qui sont occupé par des anti-nucléaires, alors que ce n'est pas la position majoritaire au sein des 27 Etats membres :

Frans Timmermans
Vice-Président de la CE

"Qu'en est-il du nucléaire ?"

Frans Timmermans :

"Le nucléaire a l'immense avantage de ne pas générer d'émissions. C'est un immense avantage ! Mais dans le même temps, il repose sur une ressource minière et son coût est extrêmement élevé."

"Que dirait Kees des déchets radioactifs du nucléaire ?"

Frans Timmermans :

"Effectivement. Le coût est énorme. Le coût de la construction de centrales nucléaires ne fait qu'augmenter alors que celui lié à la mise en place d'équipements d'énergies renouvelables baisse considérablement. Vous n'avez pratiquement pas besoin de fonds publics pour investir dans les énergies renouvelables alors qu'il en faut énormément pour investir dans le nucléaire."

Ursula von der Leyen
Présidente de la CE

La Commission européenne n'a jamais pris position au sujet du nucléaire — qui divise les États membres. Elle pourrait être amenée à le faire pour soutenir les objectifs de neutralité carbone de son Pacte vert. Dans l'est de l'Union, des projets de réacteurs sont programmés.

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom

Les rapports scientifiques sont peu ou pas pris en compte :

Tous les scénarios du GIEC nécessitent plus de nucléaire

Les quatre scénarios (P1-P4) du *Résumé à l'intention des décideurs* présentent l'intérêt de se baser sur des approches sociétales différentes. Le scénario P3 se base notamment sur la poursuite des évolutions technologiques et sociétales telles qu'observées historiquement.

Le nucléaire augmente dans les quatre scénarios par rapport à 2010, de 59-106% d'ici 2030, de 98-501% d'ici 2050. Ce scénario inclut d'ailleurs la hausse la plus notable (+501%) à l'horizon 2050 de la production nucléaire. Ainsi, si la tendance actuelle se poursuit, le respect des objectifs climatiques nécessitera de multiplier par six les capacités nucléaires mondiales.

Enfin, il convient de noter que les quatre scénarios du GIEC impliquent à partir de 2050 des émissions négatives.

L'analyse des scénarios scientifiques

Dans le chapitre 2 de son rapport, le GIEC a fait une étude sur la base de 85 scénarios permettant de limiter à l'horizon 2100 le réchauffement global à 1,5°C. En valeur médiane, la production nucléaire augmente de plus du double entre 2020 et 2050 (passant de 10,84EJ à 22,64 EJ) dans ces scénarios. Sa part dans le mix électrique global reste significative à près de 9 % en 2050.

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom

Les rapports scientifiques sont peu ou pas pris en compte :

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié le 17 mai 2021 un nouveau rapport destiné, à la demande de la présidence britannique, à éclairer les négociations sur le climat qui auront lieu lors de la 26e Conférence des Parties (COP26) à Glasgow en novembre. Ce rapport décrit une trajectoire dite scénario NZE, « étroite mais toujours réalisable », qui permettrait au secteur mondial de l'énergie, qui est responsable d'environ trois quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre aujourd'hui, d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Il présente, selon l'Agence, la voie « la plus techniquement réalisable, la plus rentable et socialement acceptable » pour y parvenir, ainsi qu'une liste d'actions prioritaires qui sont nécessaires pour que la possibilité d'atteindre l'objectif « ne soit pas perdue ». Selon le rapport, le nucléaire, une des « deux plus grandes sources d'électricité à faible émission de carbone aujourd'hui », avec l'hydroélectricité, constituera « une base essentielle pour les transitions ».

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom

Les rapports scientifiques sont peu ou pas pris en compte :

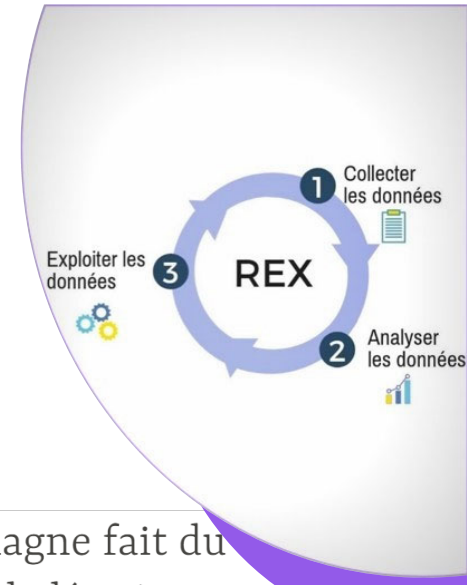
Dans un rapport publié ce 11 août 2021, la CEE-ONU, la Commission Economique de l'Onu pour l'Europe, l'ex-URSS, les Etats-Unis et le Canada, affirme que, pour décarboner l'énergie et tenir les objectifs climatiques (rappelés récemment par le rapport du Giec), le nucléaire est indispensable. Cette technologie a déjà évité l'émission d'importantes quantités de gaz à effet de serre, et son développement est, pour l'ONU, une nécessité.

Inclusion ou exclusion de l'énergie nucléaire de la taxonomie de l'Union Européenne ?

L'analyse de 387 pages que vient de livrer le CCR, service scientifique interne et indépendant de la Commission Européenne, devrait peser lourd dans la balance en faveur de l'inclusion de l'énergie nucléaire dans la taxonomie de l'Union Européenne, dont elle est pour le moment exclue. La parution des actes délégués est imminente et l'enjeu crucial.

Pour le CCR, **il n'existe aucune preuve scientifique que l'énergie nucléaire nuit davantage à la santé humaine ou à l'environnement que les autres technologies** de production d'électricité déjà incluses dans la taxonomie en tant qu'activités soutenant l'atténuation du changement climatique.

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom



Les retours d'expérience au sein des différents états membres sont peu ou pas pris en compte :

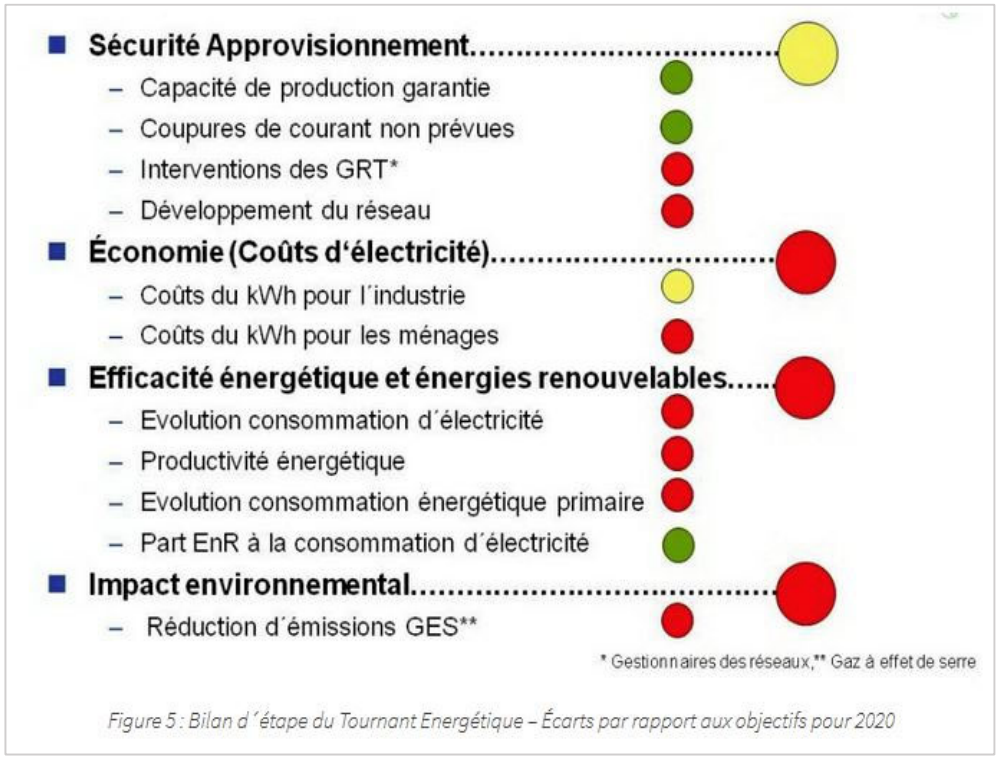


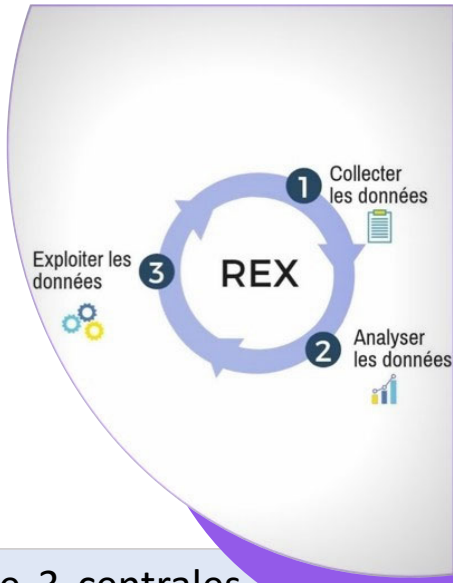
Figure 5 : Bilan d'étape du Tournant Energétique – Écarts par rapport aux objectifs pour 2020

Le tournant énergétique en Allemagne fait du surplace selon le dernier rapport de l´Union Economique Bavaroise

Temps de lecture : 5 min

Le tournant énergétique en Allemagne fait du surplace. L'approvisionnement en électricité est assuré pour les prochaines années, mais seulement de justesse dans le sud de l'Allemagne. Presque tous les indicateurs de progrès sont au rouge, la plupart des objectifs principaux à l´horizon 2020 ne seront pas atteints. C'est le résultat du 8e rapport annuel publié par l´ Union Economique Bavaroise sur l'évolution du tournant énergétique en Allemagne et en Bavière.

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom

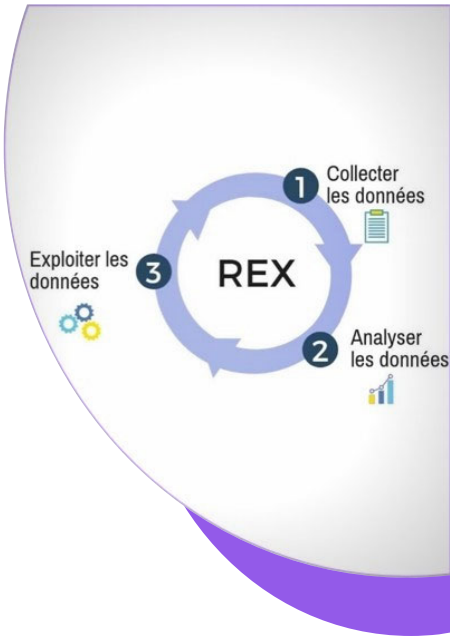


Les retours d'expérience au sein des différents états membres) sont peu ou pas pris en compte :

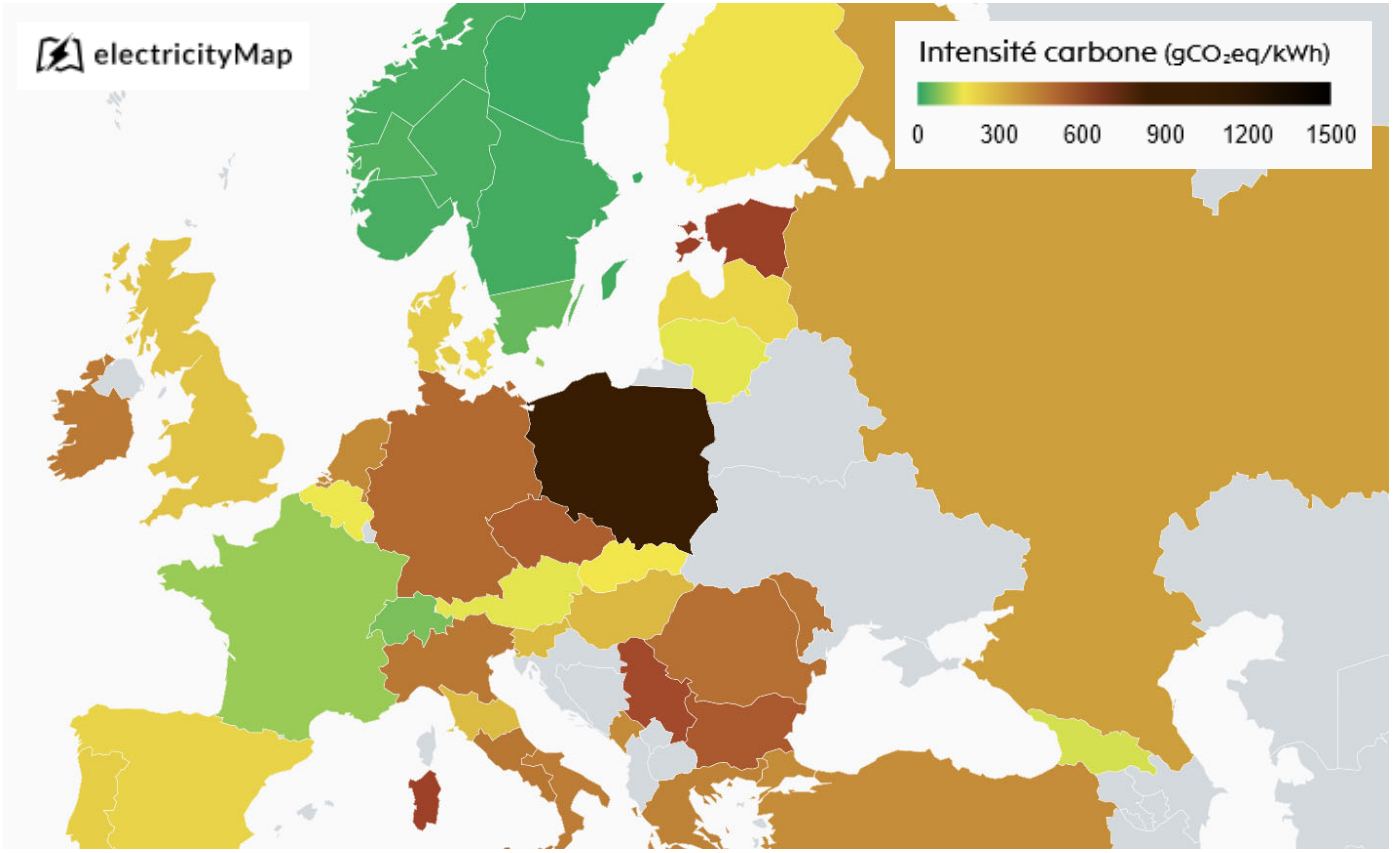
Avec la fermeture de 3 centrales nucléaires fin 2021, l´Allemagne a perdue 4058 MW nets de moyens pilotables bas carbone.

Les 3 dernières centrales nucléaires, d´une puissance totale de 4055 MW, qui devaient être arrêtées fin 2022, ont seulement été repoussé jusqu'à avril 2023.

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom



Les retours d'expérience au sein des différents états membres sont peu ou pas pris en compte :



Empreinte carbone des mix électriques en Europe

Cumul des données sur 5 ans, de 2018 à 2022

Source : https://www.electricitymaps.com/

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom

Les considérations de politique intérieure et les positions idéologiques prennent systématiquement le pas :

Pour l'Allemagne, le nucléaire ne peut pas être vert… au contraire du gaz

Abonnés

Analyse Berlin ne souhaite pas que l'énergie nucléaire soit incluse dans la liste des investissements verts présentée fin décembre par la Commission européenne, et met en avant le gaz comme énergie de transition.

Delphine Nerbollier (à Berlin), le 20/01/2022 à 15:10

Dans ce dossier

Allemagne

Allemagne : beaucoup d'interrogations après

Transition. Pour les Verts finlandais, "bien sûr que le nucléaire est une énergie durable"

EUROPE 〉 ÉCONOMIE 〉 ENVIRONNEMENT 〉 FINLANDE 〉 UNION EUROPÉENNE 〉

WELT AM SONNTAG - BERLIN

Publié le 09/01/2022 - 18:20

ENTRETIEN. L'Autriche est prête à contester si l'Europe accorde le label vert au nucléaire et au gaz

Sous pression de certains Etats européen, la dernière mouture de son label «vert» pour attirer les capitaux privée inclut le gaz et le nucléaire. L'Autriche, qui a banni l'atome dans sa Constitution, négocie pour le faire sortir de ce classement et se réserve le droit « d'engager un recours juridique » dans le cas contraire, confirme le diplomate Wolfgang Wagner.

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom

Les considérations de politique intérieure et les positions idéologiques prennent systématiquement le pas :

Taxonomie: Luxembourg et Autriche contre l'inclusion du nucléaire

Le Luxembourg et l'Autriche, à la suite de l'Allemagne, ont réaffirmé vendredi leur farouche opposition à l'inclusion du nucléaire dans la labellisation des énergies « vertes » de l'UE, espérant être rejoints par Berlin pour poursuivre en justice, le cas échéant, le projet de la Commission.

L'Italie lève le tabou du nucléaire

Le ministre de la Transition écologique veut que le recours à l'atome puisse être envisagé sans a priori. Des propos explosifs dans un pays qui a dit deux fois non par référendum au nucléaire. Mais la flambée du prix de l'énergie et les objectifs de décarbonation changent la donne.

BELGIQUE

Sortie du nucléaire : un million d'euros de subsides pour les turboréacteurs d'appoint d'Engie Electrabel

2.2 Conséquences de l'échec d'Euratom

Les considérations de politique intérieure et les positions idéologiques prennent systématiquement le pas :

Accueil / Europe / Roumanie

Pour sortir du charbon, la Roumanie se met au mini-nucléaire

Le pays a choisi la technologie américaine et espère inaugurer les premiers petits modules SMR de l'Union européenne.

Belgique. Jean Marc Nollet est l'invité de Martin sur LN4

Revenons sur cette intervention du Vice-Président du parti ECOLO en Belgique, Jean-Marc Nollet, dans laquelle il explique que ce n'est pas grave que la Belgique émette davantage de CO2 en ouvrant des centrales à gaz car les autres pays européens compenseront grâce au marché européen du carbone.

Olaf Scholz s'engage en faveur du gaz et les Verts se rallient à sa cause

Par : Nikolaus J. Kurmayer | EURACTIV.com | translated by Ambrine Dumas

Advertisement

29 oct. 2021 (mis à jour: 2 nov. 2021)

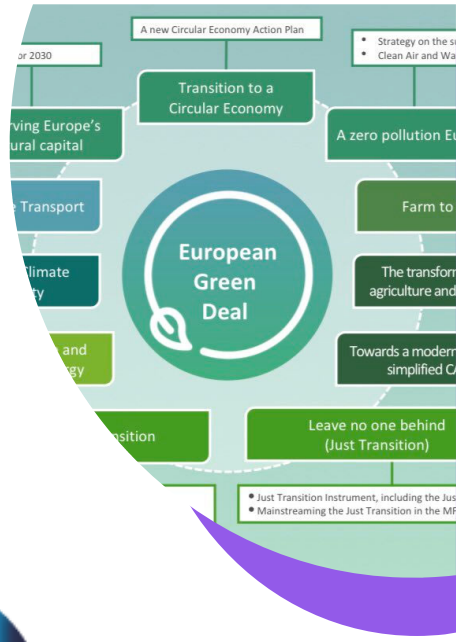
Sfen Rhône Ain-Loire

03

2019 : L' EUROPEAN GREEN DEAL

1. Objet, Objectifs
2. Les champs couverts
3. Et le nucléaire ?

3.1 L' EUROPEAN GREEN DEAL (11 DÉC. 2019)



Objet : c'est « la nouvelle stratégie de croissance de l'UE, visant à mettre l'Europe sur les rails de la transition vers une société neutre pour le climat, juste et prospère, dotée d'une économie moderne, compétitive et efficace dans l'utilisation des ressources. »

Objectif principal : « ramener à zéro d'ici à 2050 les émissions de GES en Europe.»

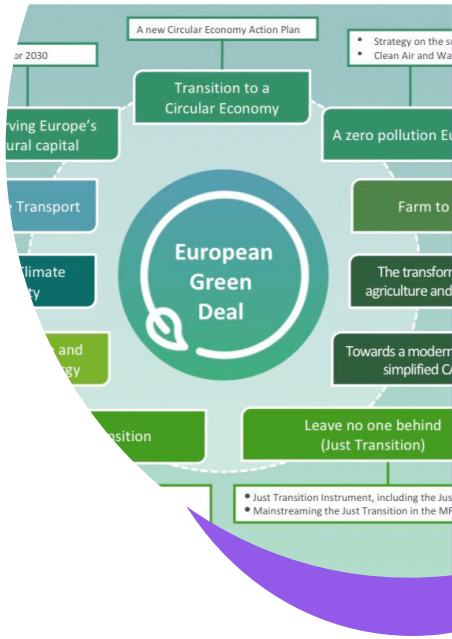
«Le pacte vert pour l'Europe est notre nouvelle stratégie de croissance. Il nous aidera à réduire les émissions tout en créant des emplois.»

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne

«Ce que nous proposons est une transition verte et inclusive qui contribue à améliorer le bien-être de la population et à maintenir notre planète en bonne santé pour les générations à venir.»

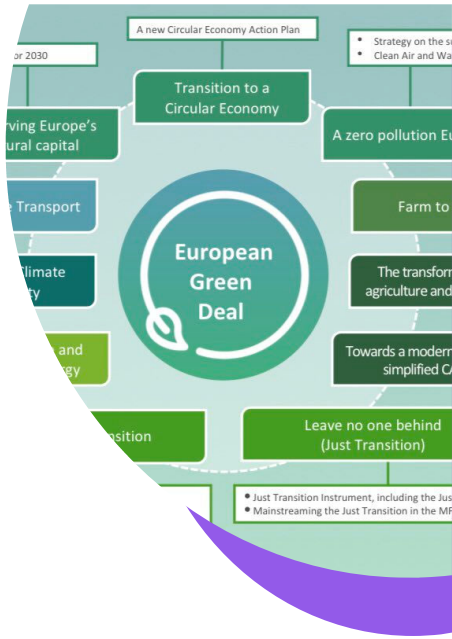
Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne

3.2 L' EUROPEAN GREEN DEAL (11 DÉC. 2019)



Champs couverts :

3.2 L' EUROPEAN GREEN DEAL (11 DÉC. 2019)



Détails des champs couverts :

- Augmenter le % d'ENR à 35%
- Rien sur l'électrification des usages
- Et rien sur le nucléaire…

3.3 L' EUROPEAN GREEN DEAL (11 DÉC. 2019)

Le pacte vert inclut la création d'un « **Fonds de transition juste** », d'un montant de 40 milliards au total pour la période 2021-2027.

- La Commission exclut de ce Fonds tous les investissements « liés au démantèlement ou la construction de centrales nucléaires », et ceux « liés à la production, à la transformation, à la distribution, au stockage ou à la combustion de combustibles fossiles ».
- Le Conseil, où siègent les États membres, a suivi cette position. Mais en sept 2020, le Parlement européen ouvre la porte au financement de projets de « distribution, stockage ou combustion du gaz naturel », dès lors qu'ils viendront remplacer des installations au charbon.

Ce fonds fait partie du « Mécanisme de transition juste » (qui comprend des financements pour aider les régions les plus en difficulté à sortir des énergies polluantes) en parallèle d'une autre initiative : le « programme InvestEU » (qui permet à des investissements privés d'être garantis par la Banque Européenne d'Investissement). Au total, ce « Mécanisme de transition juste » doit permettre de lever 1 000 milliards d'investissements publics et privés d'après la CE.

- Les projets nucléaires sont aussi exclus de ce second dispositif de financement.

Sfen Rhône Ain-Loire

04

2021 : LE FIT FOR 55

1. Objet, Objectif
2. Les 12 mesures de ce plan
3. Et le nucléaire ?

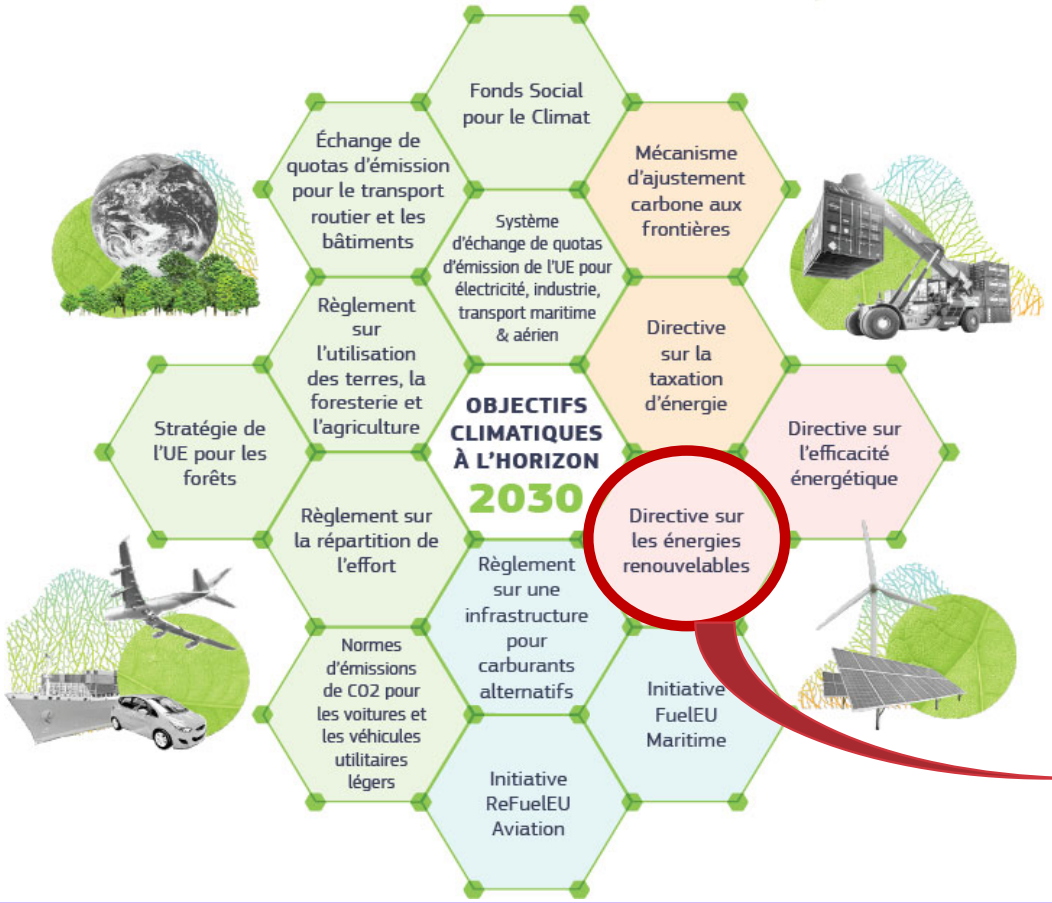
4.1 LE FIT FOR 55 (14 JUIL 2021)

Objet : mettre en œuvre concrètement le Pacte Vert Européen (European Green Deal)

Objectif : accelérer la transition, en fixant un nouvel objectif plus contraignant de 55 % de réduction des GES d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 1990.

4.3 LE FIT FOR 55 (14 JUIL 2021)

Comment ? : via un paquet de 12 mesures multisectorielles :



- Rehausser le % d'ENR de 35% à 40%
- Mais encore rien sur le nucléaire…

Sfen Rhône Ain-Loire

05

2022 : L'AMORCE D'UN RENOUVEAU ?

1. L'énergie nucléaire enfin incluse dans la taxonomie européenne !
2. L'énergie nucléaire bientôt labellisée pour l'hydrogène bas carbone ?
3. Le revirement des opinions publiques…

5.1 L'ENERGIE NUCLÉAIRE ENFIN INCLUSE DANS LA TAXONOMIE EUROPÉENNE !

La taxonomie européenne désigne une classification des activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement.

Objectif : orienter les investissements vers les activités dites "vertes".

Une activité est classée comme "verte", c'est-à-dire durable, si elle correspond à au moins l'un des six objectifs suivants :

- ✓ atténuation du changement climatique ;
- ✓ adaptation au changement climatique ;
- ✓ utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines ;
- ✓ transition vers une économie circulaire ;
- ✓ contrôle de la pollution ;
- ✓ protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

L'activité doit contribuer substantiellement à un ou plusieurs des six objectifs, sans causer de préjudice important aux autres objectifs (principe du Do no significant harm).

4 juin 2021 : adoption d'un 1er acte délégué sur le volet climatique de la taxonomie européenne... qui écarte l'énergie nucléaire…

5.1 L'ENERGIE NUCLÉAIRE ENFIN INCLUSE DANS LA TAXONOMIE EUROPÉENNE !

Va s'ensuivre deux ans de discussions et de négociations entre les 27 pays membres, dont les situations énergétiques et les stratégies de transition n'ont rien en commun :

La France et neuf autres pays européens plaident pour le nucléaire

Alors que les prix de l'énergie explosent, l'Union européenne a besoin du nucléaire. C'est du moins ce qu'affirment dans une tribune dix Etats membres - dont la France - qui souhaitent remettre l'atome en avant dans le mix énergétique et défendent pour cela sa place dans la taxonomie des énergies vertes, actuellement en débat en Europe. Néanmoins, d'autres pays membres y voient une technologie risquée.

Écoutez cet article — Powered by ETX Daily Up — 00:00/03:34

latribune.fr
11 Oct 2021, 11:31 — 4 mn

Pour la France, cette tribune est l'occasion de mettre en avant son choix de miser sur le nucléaire. (Crédits : Reuters)

DERNIÈRE MINUTE

13:27 Iran: Appels à une enquête de l'Onu sur les exécutions de...

13:27 Électrification: pour l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi

13:25 Nestlé va rémunérer les producteurs de cacao qui

13:23 Les syndicats d'EDF engagent des actions en justice pour...

13:21 Le groupe Tata reprend le contrôle d'Air India

1 / 5 — voir tous les articles

Les anti-nucléaires contre-attaquent: 5 pays de l'UE veulent contrecarrer le plan de la France qui vise à rendre l'atome « vert »

Par Baptiste Lambert
Publié le vendredi 12 novembre 2021 à 12:34 • *novembre 2021*
5 min de lecture

5.1 L'ENERGIE NUCLÉAIRE ENFIN INCLUSE DANS LA TAXONOMIE EUROPÉENNE !

Va s'ensuivre deux ans de discussions et de négociations entre les 27 pays membres, dont les situations énergétiques et les stratégies de transition n'ont rien en commun :

Les favorables à l'inclusion dans la taxonomie européenne (12 pays) :

- France
- Finlande
- Suède
- Pays-Bas
- Roumanie
- République tchèque
- Slovaquie
- Croatie
- Slovénie
- Bulgarie
- Pologne
- Hongrie

Les opposés (5 pays) :

- Allemagne
- Luxembourg
- Autriche
- Portugal
- Danemark

5.1 L'ENERGIE NUCLÉAIRE ENFIN INCLUSE DANS LA TAXONOMIE EUROPÉENNE !

31 décembre 2021 : après 2 ans de discussions, la CE propose un nouvel acte délégué complémentaire, qui intègre les énergies du gaz et du nucléaire…

Admettant qu'elles ont "un rôle à jouer pour faciliter le passage aux énergies renouvelables" et à la neutralité climatique

2 février 2022 : la Commission Européenne adopte l'acte délégué,

6 juillet 2022 : le Parlement Européen adopte à son tour l'acte délégué.

> ☆ Le Parlement européen valide l'inclusion du nucléaire et du gaz fossile dans la taxonomie verte
>
> **Une majorité d'eurodéputés a approuvé, en session plénière, l'inclusion du gaz et de l'énergie nucléaire en tant qu'énergies de transition dans la taxonomie des investissements verts. Un vote serré, marqué par le clivage politique gauche-droite.**
>
> Energie | 06 juillet 2022 | Rachida Boughriet A- A+

La Commission Européenne a cependant prévu plusieurs conditions pour l'électricité nucléaire :

- ✓ Toute nouvelle construction devra présenter des garanties pour le traitement des déchets nucléaires et le démantèlement des installations ;
- ✓ Toute nouvelle construction devra disposer d'un permis de construire établi avant 2045.
- ✓ La réalisation de travaux pour prolonger la durée de vie des réacteurs actuellement en service devront être autorisés avant 2040.

5.2 L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE BIENTÔT LABELLISÉE POUR L'HYDROGÈNE BAS-CARBONE ?

RePowerEU and cut our dependence on Russian gas

European Commission

18 mai 2022 : face aux difficultés et aux perturbations du marché mondial de l'énergie provoquées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Commission Européenne présente le plan REPowerEU

Objet de REPowerEU : rendre l'Europe indépendante des combustibles fossiles russes, de deux tiers d'içi fin 2022, et totalement avant 2030

Objectifs de REPowerEU :

- ✓ diversifier les sources d'approvisionnement énergétique
- ✓ accroitre les mesures d'efficacité énérgétique et d'économies d'énergie
- ✓ accélérer la transition vers une énergie propre

- ➢ Rehausser le % d'ENR de 40% à 45% (soit 1236 GW d'ici 2030, vs 1037 GW ds Fit for 55)
- ➢ Accélérer l'hydrogène, en visant 20 millions de tonnes : 10 millions importées + 10 millions produites en Europe à partir d'ENR (soit 17,5 GW d'électrolyseurs d'içi 2025)
- ➢ Porté par 200 milliards d'euros de financements supplémentaires d'ici à 2027
- ➢ Mais encore et toujours rien sur le nucléaire…

5.2 L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE BIENTÔT LABELLISÉE POUR L'HYDROGÈNE BAS-CARBONE ?

RePowerEU and cut our dependence on Russian gas

European Commission

De juin à décembre 2022 (et sans doute au-delà) : un nouveau bras de fer s'engage au sein des pays membres de l'UE, notamment entre la France et l'Allemagne :

LEAK : Agnès Pannier-Runacher demande à la Commission d'introduire l'hydrogène issu du nucléaire dans la stratégie hydrogène de l'UE

Par : Paul Messad | EURACTIV France 16 sept. 2022 (mis à jour: 13 oct. 2022)

Advertisement

Dans un courrier que s'est procuré EURACTIV France, la ministre française chargée de l'Énergie, Agnès Pannier-Runacher, tente directement auprès de la Commissaire européenne à l'Énergie, Kadri Simson, d'intégrer le nucléaire dans les sources d'énergie pour la production de l'hydrogène dit « vert ».

La France dénonce les « positions hypocrites » des détracteurs de l'hydrogène bas-carbone

Par : Paul Messad | EURACTIV France 20 déc. 2022 (mis à jour: 20 déc. 2022)

Advertisement

Lors d'une réunion du Conseil Énergie de l'UE lundi (19 décembre), la ministre française a fustigé la position *« hypocrite »* de son homologue allemand sur l'intégration d'hydrogène bas-carbone – produit à partir d'électricité nucléaire – dans les objectifs de développement d'hydrogène renouvelable, alors que les deux pays se sont mis d'accord le mois dernier sur le respect de la « neutralité technologique ».

Sous pression, l'Allemagne accepte que l'hydrogène « vert » soit issu du nucléaire

Après des années de litige, la France et l'Allemagne semblent enfin mettre de côté leurs différends sur la régulation de l'hydrogène : vendredi, Berlin a accepté que ce vecteur énergétique puisse être produit à partir d'électricité nucléaire, et plus uniquement renouvelable, et se voir quand même étiqueté « vert ». Dans la foulée, ce principe a été intégré dans la directive européenne sur le gaz, laquelle sera votée cet hiver. Reste à voir si le texte sera bien adopté, ce qui constituerait une victoire majeure pour l'Hexagone, bien décidé à relancer l'atome sur son territoire.

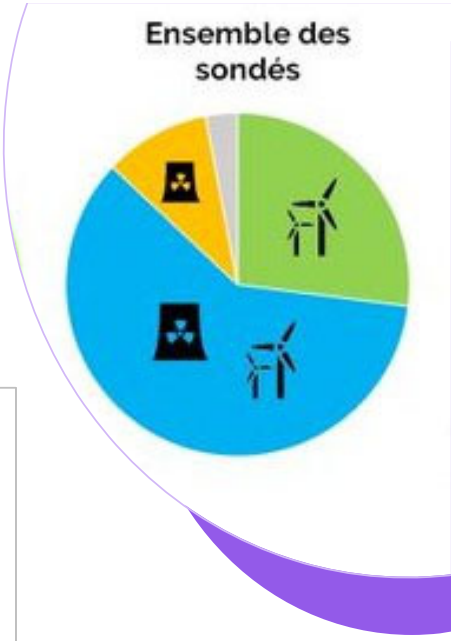
LT Réservé aux abonnés Powered by ETX Studio 00:00/00:00

Marine Godelier
28 Nov 2022, 19:12

DERNIÈRE M
19:15 Le bo
19:08 Po de
18:46 Le fe
18:27 N ch
18:25 H la

Sfen Rhône Ain-Loire

5.3 LE REVIREMENT DES OPINIONS PUBLIQUES…



Depuis 2021, la flambée des prix, puis la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont provoqué un regain d'adhésion à l'énergie nucléaire :

Valeurs Actuelles (site web)
Société, dimanche 18 septembre 2022 294 mots

75% des Français sont favorables au nucléaire, selon un sondage

La crise énergétique semble avoir définitivement convaincu les Français, désormais largement favorables à l\'atome.

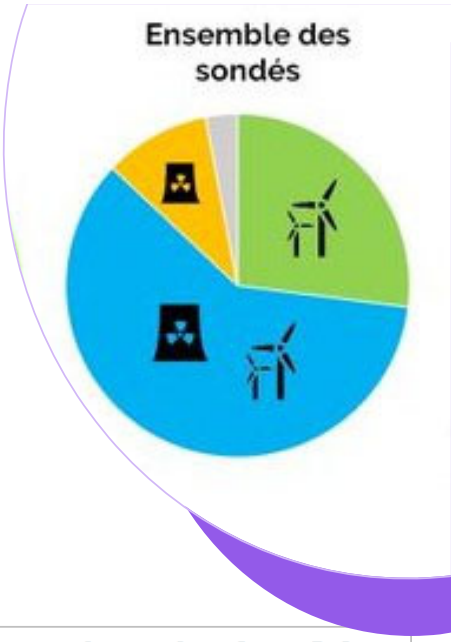
Surtout, cette adhésion à l'atome est partagée dans toutes les familles politiques : 79 % des Français proches de La France insoumise (LFI), 72 % des Verts, 97 % des partisans d'Emmanuel Macron et 100 % des sympathisants de droite estiment que le nucléaire est une source d'énergie permettant l'indépendance énergétique de la France. Même topo pour l'aspect abordable du nucléaire, une caractéristique évoquée par 67 % des sondés.

Greta Thunberg se déclare favorable au maintien des centrales nucléaires

Latribune.fr

La célèbre activiste dans la lutte contre le réchauffement climatique, très populaire auprès des jeunes, considère qu'il est préférable de recourir à l'énergie nucléaire plutôt qu'au charbon dans le contexte de la crise énergétique que traverse l'Europe.

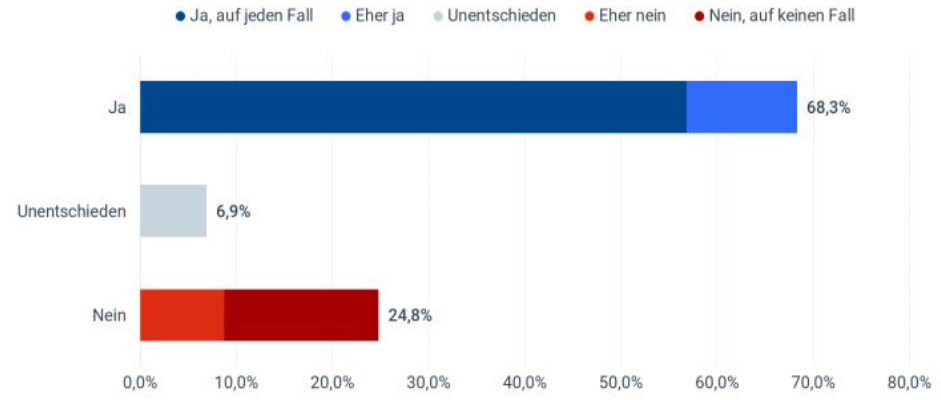
5.3 LE REVIREMENT DES OPINIONS PUBLIQUES…



Depuis 2021, la flambée des prix, puis la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont provoqué un regain d'adhésion à l'énergie nucléaire :

La majorité des Allemands favorables à l'approvisionnement en énergie nucléaire

Sollte weiterhin Atomkraft zur Stromerzeugung eingesetzt werden, um die Klimaschutzziele der EU zu erreichen?

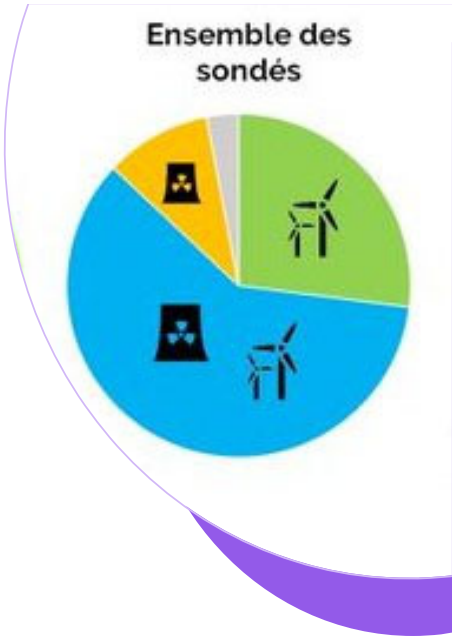


Stat. Fehler Gesamtergebnis: 2,5% | Stichprobengröße: 10.044 | Befragungszeitraum: 13.09.22 - 28.10.22

Sondage en Suède: «Un soutien inégalé pour l'énergie nucléaire»

Un nouveau sondage d'opinion réalisé par l'institut d'analyse et de recherche Novus montre que près de la moitié des Suédois sont favorables à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Ainsi, 46% des personnes interrogées souhaitent continuer à recourir au nucléaire et soutiennent la construction de nouveaux réacteurs. Plus de la moitié (57%) perçoivent le nucléaire comme un instrument permettant de réaliser les objectifs climatiques.

5.3 LE REVIREMENT DES OPINIONS PUBLIQUES…



En conséquence, de nombreux gouvernements se tournent vers l'énergie nucléaire, en retardant la fermeture de centrales et/ou en lançant de nouveaux projets :

05 décembre 2022

Les Pays-Bas veulent construire deux nouvelles centrales nucléaires

Nos voisins du nord vont construire deux nouvelles centrales nucléaires à Borssele, en Zélande, chacune d'une capacité maximale de 1 600 mégawatts. Il y aura également une prolongation supplémentaire de la durée de vie de la centrale nucléaire existante, déjà autorisée pour 60 ans. De cette manière, les Pays-Bas entendent garantir leur approvisionnement énergétique dans les décennies à venir, devenir moins dépendant d'autres pays pour la production d'électricité et, surtout, atteindre leurs objectifs climatiques. L'énergie

Les Echos, no. 23814
Entreprises, lundi 17 octobre 2022 408 mots, p. 22

énergie

La Suède relance la construction de centrales

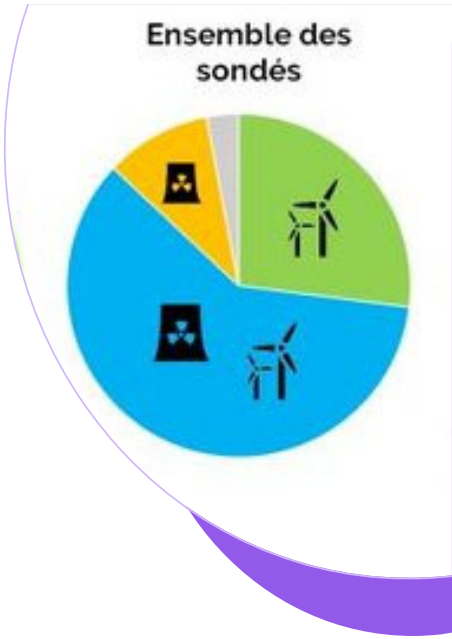
SHARON WAJSBROT

La Suède rejoint les pays qui comme la France croient à la relance de l'énergie nucléaire. A peine nommée, la nouvelle coalition gouvernementale de droite a annoncé de nouveaux projets dans l'atome.

Emmanuel Macron veut faire renaître le nucléaire français

A deux mois de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat annonce une volte-face sur sa politique énergétique. Pour atteindre la neutralité carbone, il veut construire 14 réacteurs EPR et prolonger au-delà de cinquante ans la durée de vie des réacteurs existants.

5.3 LE REVIREMENT DES OPINIONS PUBLIQUES…



En conséquence, de nombreux gouvernements se tournent vers l'énergie nucléaire, en retardant la fermeture de centrales et/ou en lançant de nouveaux projets :

Nouveau projet de centrale nucléaire en Pologne

Varsovie, 31 oct 2022 (AFP) - - Les autorités polonaises et sud-coréennes ont signé lundi une lettre d'intention sur la construction d'une centrale nucléaire en Pologne qui serait réalisée par le groupe sud-coréen KHNP et les polonais PGE et ZE PAK, a annoncé ce dernier dans un communiqué.

La Tribune (France), no. 7488
Entreprises, mardi 18 octobre 2022 535 mots, p. 40

Nucléaire : l'énergéticien finlandais Fortum veut construire des petits réacteurs en Suède et Finlande

Latribune.fr

En plein débat sur l'avenir énergétique de l'Europe cristallisé par la guerre russe en Ukraine, l'énergéticien finlandais Fortum envisage de construire de petits réacteurs nucléaires, notamment des petits réacteurs modulaires dits SMR, en Suède et en Finlande. Là-bas, les citoyens sont plutôt favorables à l'atome.

Les Echos, no. 23607
Enquête, jeudi 23 décembre 2021 1712 mots, p. 10

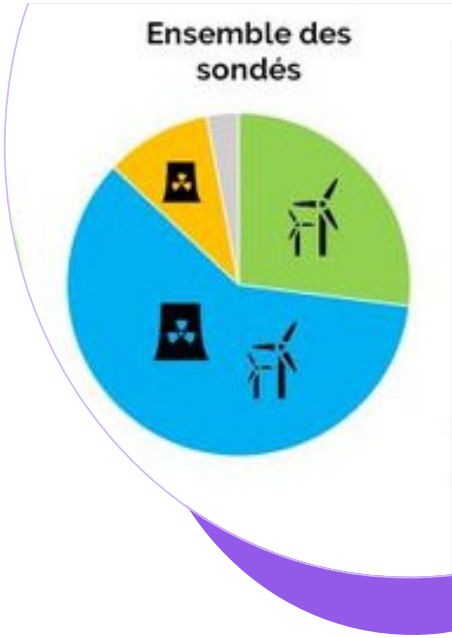
énergie

L'Italie lève le tabou du nucléaire

OLIVIER TOSSERI

Le ministre de la Transition écologique veut que le recours à l'atome puisse être envisagé sans a priori. Des propos explosifs dans un pays qui a dit deux fois non par référendum au nucléaire. Mais la flambée du prix de l'énergie et les objectifs de décarbonation changent la donne.

5.3 LE REVIREMENT DES OPINIONS PUBLIQUES : A SUIVRE… !



Et toujours du fait de ce regain d'adhésion à l'énergie nucléaire parmi l'opinion publique, certains partis politiques évoluent quand à leur position vis-à-vis de l'atome :

Transition. Pour les Verts finlandais, "bien sûr que le nucléaire est une énergie durable"

L'Union européenne a décidé de classer le nucléaire dans la catégorie des énergies de transition. Atte Harjannes, président des Verts au Parlement finlandais, explique au Welt am Sonntag pourquoi c'est une bonne chose.

Chez les Verts, l'essor discret des pronucléaires

Avec ses récents succès électoraux, Europe Écologie-Les Verts attire une nouvelle génération d'adhérents, plus arrangeante avec le nucléaire. De quoi embarrasser le parti écologiste.

L Nadia Naji: "Je n'ai pas d'opposition de principe au nucléaire de nouvelle génération"

Nadia Naji, co-présidente de Groen, incarne la nouvelle génération écologiste en Flandre. Elle juge N-VA et MR comparables "sur le type de discours de droite, très agressifs".

Merci !

Alors : La (non) politique nucléaire européenne,

ou plutôt : La politique anti-nucléaire européenne ?

Sfen Rhône Ain-Loire

Thierry CAILLON